

Un impérialisme canadien ? Inco et la politique du nickel au Guatemala (1956-1981)

Sophie Mailly

Émulations - Revue de sciences sociales

2018, n°26, « Repenser la dichotomie 'national vs international' »

Article disponible à l'adresse suivante

<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/article/view/mailly>

Pour citer cet article

Mailly Sophie, « Un impérialisme canadien ? Inco et la politique du nickel au Guatemala (1956-1981) ». *Émulations*, N° 26, pp. 63-75. Mise en ligne le 15 décembre 2018.
DOI : 10.14428/emulations.026.05

Distribution électronique : Université catholique de Louvain (Belgique) : ojs.uclouvain.be

© Cet article est mis à disposition selon les termes de la Licence *Creative Commons Attribution, Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International*. <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>

Éditeur : Émulations – Revue de sciences sociales / Presses universitaires de Louvain
<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations>

ISSN électronique : 1784-5734

Un impérialisme canadien ?

Inco et la politique du nickel au Guatemala (1956-1981)

Sophie Mailly¹

[Résumé] L'extraction minière a joué un rôle primordial dans le processus de construction nationale du Canada. Une fois l'unification du pays complétée et après avoir dépossédé les peuples autochtones de leurs ressources naturelles et territoires ancestraux, l'industrie minière canadienne s'est exportée dans les pays latino-américains. À travers l'étude de cas de l'entreprise Inco au Guatemala et de sa filiale Exmibal, nous démontrons en quoi l'industrie minière canadienne constitue une forme d'impérialisme et ses opérations à l'étranger reproduisent les dynamiques impériales internes. En examinant les activités commerciales d'Inco de 1956 à 1981 au Guatemala, la participation du gouvernement canadien ainsi que l'opposition locale et celle des missionnaires catholiques canadiens au projet de la compagnie, nous pouvons saisir la façon dont se déploie l'empire canadien interne et externe. Cet article est un pas pour mettre en lumière les éléments de réciprocité et de continuité historiques du Canada et du Guatemala en replaçant l'œuvre d'Exmibal dans l'histoire plus longue de ces pays.

Mots-clés : industrie minière ; Exmibal ; Inco ; impérialisme ; histoire internationale canadienne ; nickel.

[Abstract] Mineral extraction played an essential part in Canada's nationbuilding process. Once completed, the unification of the country, and after dispossessing indigenous peoples of Canada from their natural resources and ancestral territories, the Canadian mining industry was exported to its Latin American neighbor countries. By means of the case study of the company Inco in Guatemala and its Exmibal subsidiary, this article demonstrates in which way the Canadian mining industry consists in a form of imperialism and that its operations abroad replicate internal imperial dynamics. By examining Inco's business activities from 1956 to 1981, the participation of the Canadian government, as well as the resistance of the local population and the Canadian Catholic missionaries to the company's project, it is possible to seize the ways in which the internal and external Canadian empire unfolds. This article is a step towards shedding light on the elements of historical reciprocity and continuity of Canada and Guatemala's pasts by replacing the Exmibal saga in the longer history of these countries.

Keywords: mining industry; Exmibal; Inco; imperialism; Canadian international history; nickel.

¹ Étudiante en maîtrise au département d'histoire de l'Université de Montréal.

Souvent considérée comme un terrain de jeu réservé aux États-Unis, l'Amérique latine a pourtant été un espace d'étonnantes rencontres entre les Canadiens et les Latino-américains. Si le gouvernement canadien a tardé à s'intéresser à ses voisins au Sud du Rio Grande, plusieurs Canadiens s'y étaient déjà aventurés à la recherche de prospérité. De Mexico à Rio de Janeiro, ils investirent du capital dans les industries ferroviaires, minières et électriques, contribuant ainsi à édifier les fondations du futur empire économique canadien, un empire qui a pu fleurir grâce à certains mythes et à la position privilégiée du Canada sur l'échiquier impérial et mondial (Armstrong, Nelles, 1998 ; Gutiérrez-Haces, 2015).

Le Guatemala a été une plaque tournante de ce bouillonnement capitaliste canadien s'amorçant au tournant du XX^e siècle. C'est à l'aube du génocide envers des peuples mayas au début des années 1980 que la compagnie minière canadienne International nickel company (Inco) inaugure le projet minier Exmibal à El Estor, sur les berges du lac Izabal au Guatemala. Il s'agit du plus grand investissement économique en Amérique centrale en général à l'époque (Anzueto, 2014). Ce qui nous amène à nous demander : la présence minière canadienne à l'étranger constitue-t-elle une forme d'impérialisme ? Qu'est-ce que la présence canadienne en sol guatémaltèque nous dit sur les histoires nationales respectives de ces pays, ainsi que de la façon dont elles sont entremêlées ? Cet article s'intéresse à l'industrie minière canadienne au Guatemala au milieu du XX^e siècle, grâce à l'étude des activités commerciales d'Inco. L'objectif consiste à mettre en avant l'idée que la présence minière internationale du Canada est une forme d'impérialisme et qu'elle découle de son expérience interne de colonialisme et d'impérialisme.

La recherche sur la présence canadienne en Amérique latine est maigre en comparaison avec les études sur l'interventionnisme états-unien chez ses voisins du Sud. C'est en partie ce qui a permis aux entrepreneurs canadiens d'opérer en toute tranquillité, dans l'ombre d'un géant (McFarlane, 1989). Récemment, la recherche sur l'histoire internationale canadienne a commencé à formuler un regard plus critique sur la présence canadienne dans le monde, rompant ainsi avec le mythe de « l'innocence » et de la faible envergure internationale du Canada².

Cet article s'inscrit dans cette lignée et situe le Canada comme un acteur significatif sur l'échiquier continental. Si la recherche sur la présence minière canadienne contemporaine est abondante, il reste à étudier les antécédents de cette industrie (Studnicki-Gizbert, 2016) et à la replacer dans l'histoire longue de l'impérialisme interne du Canada, ainsi que dans celle des pays où elle s'installe³. Effectivement, l'histoire d'Inco ne

² Voir (Butler, 2015 ; Dubinsky, Mills, Rutherford, 2016 ; Price, 2014 ; Razack 2004 ; Webster, 2010).

³ Les références au « colonialisme interne » et à l'« impérialisme interne » renvoient aux rapports entre les colonisateurs et les peuples autochtones tel que l'explique Baker : « In order to understand how colonialism as an ideology that generates power for imperial elites is

peut être comprise sans prendre en considération les projets de l'oligarchie guatémaltèque qui souhaitait voir les infrastructures de leur pays se développer grâce à des investissements étrangers. Les réseaux de grandes familles créoles aisées, constitués durant l'époque coloniale, continuèrent après l'indépendance d'être la principale institution d'accumulation et de concentration du pouvoir, en perpétuant les valeurs de la société coloniale (Casaús Arzú, 2007). C'est pourquoi au même moment où Inco commençait à se faire une place dans le pays, Severo Martínez Paláez écrivait « La réalité coloniale est notre réalité quotidienne » (Martínez Paláez, 1970 : 274). Les activités de la compagnie sont à replacer dans ce contexte en plus de celui de l'histoire du Canada.

L'extraction minière a joué un rôle primordial dans le processus de la construction nationale du Canada. Cette industrie, ainsi que l'appropriation des ressources naturelles et des territoires autochtones, sont à la base de la constitution du Canada en tant que nation (Butler, 2015). Pour pouvoir achever le projet politique d'unification territoriale, les colons ont dû écarter et déposséder les nations autochtones, tel que l'affirme Todd Gordon : « The whole foundation of Canadian capitalism rests upon indigenous lands and resources. Canada's existence is premised on the forceful subjugation of indigenous nations and their resources to its interests » (cité dans Gordon, 2010 : 76). Cela nous permet d'avancer que le Canada est un État impérialiste dès sa fondation (Gordon, 2010). Cet impérialisme repose donc sur le principe d'accumulation par la dépossession mis en avant par David Harvey (Harvey, 2003). Nous empruntons à David McNally sa définition de l'impérialisme, qui l'entend en tant que « système de domination et d'inégalités globales dans lequel on retire la richesse, les ressources humaines et la main-d'œuvre du Sud global, au profit et à l'avantage systématique du capital du Nord global » (Gordon, 2010 : 25).

Nous suggérons donc qu'il existe une continuité entre la colonisation interne et les relations que le Canada entretient avec les pays du Sud global (Gordon, 2010), et nous pouvons le constater au travers de son industrie minière. Autrement dit, nous suggérons que l'étude des activités d'Inco au Guatemala nous permet de mieux saisir les continuités entre les pratiques du passé et du présent, ainsi que les pratiques domestiques et à l'étranger.

1. Les débuts d'Inco

C'est la découverte d'un imposant dépôt de nickel dans le bassin de Sudbury, en Ontario, qui mène à la fondation de l'entreprise Inco en 1902. D'abord enregistrée dans l'État

expressed in Canada, it is necessary to understand two key points: first, the nature of contemporary imperialism and the role Canada plays in an imperial system that extends geographically beyond borders and internally into individual lives; second, the nature of Canadian society as a Settler society and the channels that are created for colonial force through the Settler identity of the majority population of the Canadian state » (Barker, 2009 : 325).

du New Jersey, Inco déménage en 1928 au Canada pour évader de lourds impôts ainsi que les lois anti-monopoles aux États-Unis. En 1951, Inco fournissait en nickel 85% du monde capitaliste seulement avec les mines de Sudbury. Le nickel prit une importance particulière aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale et les États-Unis et devinrent de loin le plus grand consommateur. Ce métal belliqueux, tel que le qualifiait le Département de la défense des États-Unis, est devenu essentiel dans la fabrication d'armement et d'automobiles. Sa durabilité et sa résistance à la chaleur en faisaient une des 13 matières premières de base nécessaires dans une société selon le *Wall Street Journal* (Goff, 1979).

Suite à la guerre de Corée, qui avait mobilisé cette ressource à grande échelle, et la nationalisation ultérieure des dépôts qui se trouvaient à Cuba, il devenait urgent de trouver de nouvelles sources de nickel pour continuer de produire l'armement nécessaire aux besoins de la Guerre froide. L'épuisement graduel des dépôts de Sudbury et la syndicalisation croissante de ses employés poussa Inco à chercher cette ressource au-delà des frontières canadiennes. C'est ainsi qu'Inco, entreprise avec « une identité nationale aussi canadienne que le sirop d'érable » (*Latin America and Caribbean*, 1977) délaissa graduellement l'exploitation du nickel dans les bassins de Sudbury pour courtiser l'Indonésie et le Guatemala.

2. Inco à la rencontre des hommes de maïs débuts d'Inco

Au sujet de l'Amérique centrale, Simon Bolivar écrivit : « Perhaps some day the capital of the world may be located there, just as Constantine claimed Byzantium was the capital of the ancient world » (McFarlane, 1989 : 12). Les Canadiens ont tôt fait de saisir le potentiel de cette région. Dès 1880, des spéculateurs et des prospecteurs canadiens se rendaient sur la côte de Miskito, au Nicaragua, ce qui fut les débuts officiels de l'aventure minière canadienne dans la région centraméricaine. Après tout, comme le suggère Peter McFarlane, l'Amérique centrale n'était qu'à quelques pas, comme une sorte d'arrière-pays grouillant de ressources si faciles à piller (McFarlane, 1989 : 12).

Toutefois, les Canadiens n'étaient pas les seuls à avoir saisi cette occasion dans l'histoire de l'Amérique latine. Comme dans le cas du Canada, les différents peuples autochtones en Amérique latine ont connu de nombreux cycles de dépossession territoriale. Concernant le Guatemala, Carlos Camacho affirme qu'il existe trois cycles de dépossession territoriale qui affectèrent surtout les peuples mayas : la conquête, la réforme libérale de 1871, le conflit armé interne (1960 à 1996) (Camacho, 2003)⁴. Tout comme pour le rôle de l'extraction minière dans l'histoire de la colonisation du Canada, la filiale Exmibal d'Inco est à replacer dans une histoire plus longue du Guatemala. C'est dans le

⁴ Il existe différents cycles et différentes analyses selon les régions du pays, voir Grandia (2009) et Avancso (2016).

troisième cycle de dépossession territoriale que s'inscrit l'histoire d'Exmibal au Guatemala. Si les Espagnols arrivèrent au Guatemala en 1524 à la recherche d'or, les Allemands à la recherche de café au XIXe siècle, les Canadiens arrivèrent au Guatemala en 1960 à la recherche de nickel.

L'arrivée d'Inco au Guatemala ne se fait pas à un moment anodin de l'histoire de ce pays ; elle coïncida avec le début du conflit armé interne qui ravagea le pays de 1960 à 1996. La Commission d'éclaircissement historique (CEH) en dressa le bilan suivant : 200 000 morts, 45 000 disparus et le génocide de certains peuples mayas. L'État guatémaltèque a été tenu responsable de 93% de cette violence (CEH, 1999). Le conflit fut déclenché par le coup d'État de 1954 de Carlos Castillo Armas, qui visait à faire avorter la réforme agraire de Jacobo Arbenz qui nationalisait une partie des terres de la United Fruit Company.

La création du premier groupe guérillero en 1960, le *13 de noviembre*, marqua le début du conflit armé interne. La répression s'est fait sentir avant tout dans les régions à forte concentration autochtone et dans la capitale, Ciudad Guatemala. En milieu rural, la violence se traduisait par l'usage de violence indiscriminée, de massacres de civils et la mise en place d'une politique de la terre brûlée. En ville, les opposants au régime, soit essentiellement des intellectuels, des artistes, le mouvement étudiant ainsi que différentes organisations sociales, étaient réprimés et victimes de disparitions forcées et d'assassinats ciblés. La CEH détermina que le racisme et les profondes inégalités sociales constituaient les causes de cette violence de masse. Certains survivants et chercheurs affirment même que la violence dirigée à l'endroit des civils, en majorité des Mayas, servait parfois à les éloigner de leurs terres avec le but ultime de s'approprier leurs ressources naturelles (Avancso, 2016 ; IMH, 2013). L'étude du cas d'Inco nous permet de valider cette hypothèse.

C'est dans ce contexte qu'est arrivé Inco, tel que l'exprime le Business International de 1969 : « Inco went to the undeveloped and politically explosive area of Guatemala, because that's where the nickel is » (Swift, 1977: 70). S'il serait faux d'affirmer que la compagnie fut un protagoniste dans ce conflit, elle va toutefois profiter de la violence, autant en milieu urbain qu'en milieu rural, et collaborer étroitement avec les différents gouvernements militaires pour « sécuriser » ses intérêts. Il est légitime de se demander si le projet Exmibal aurait pu voir le jour sans cette violence ambiante.

3. Exmibal et la politique du nickel

En 1956, un propriétaire terrien envoie à la Hanna mining company⁵ un échantillon de terre, croyant qu'il contient un certain type de métal. La compagnie diagnostiqua un

⁵ La Hanna Mining Company est une entreprise américaine basée à Cleveland. José Montúfar avait envoyé un échantillon, suite à une découverte faite par hasard, à cette compagnie qu'il connaissait de nom. Hanna Mining n'opérait toujours pas au Guatemala, elle envoya l'échantillon à Inco qui exploitait déjà du nickel.

haut taux de nickel dans l'échantillon et réalisa ensuite de plus amples explorations sur place. En 1960, avec déjà trois licences d'exploitation en poche, Inco et Hanna Mining s'unirent pour former la filiale Exmibal au Guatemala, dont Inco était l'actionnaire majoritaire avec 80% des parts. L'entreprise entama des négociations avec le gouvernement militaire de Miguel Ydígoras Fuentes pour mettre en marche la mine à El Estor. Cependant, avant de pouvoir extraire le métal belliqueux si convoité, Inco dut user de manœuvres politiques lui permettant d'imposer ses règles du jeu (Swift, 1977).

Si Inco avait déjà obtenu le feu vert avec l'octroi de licences aux alentours d'El Estor, l'entreprise se voyait insatisfaite des conditions d'exploitation stipulées dans le code minier. La compagnie employa l'ingénieur péruvien Emilio Godoy pour élaborer un nouveau code minier qui lui serait profitable. En d'autres mots, comme l'indiquait le quotidien *La Presse* de cette époque : Inco aurait « à toutes fins pratiques dicté la nouvelle loi minière » (*La Presse*, 26 novembre 1969 : 133). Dans le contexte du conflit armé interne au Guatemala et de ses coups d'État routiniers, Inco aurait profité du vide juridique provoqué par le coup d'État d'Enrique Peralta Azurdia en 1963 pour implanter cette nouvelle loi. La compagnie obtenait ainsi une concession de 385 km² pour une durée de quarante ans, le tout couronné d'exemptions fiscales, de gratuités et des tarifs préférentiels sur la consommation d'eau du lac Izabal ainsi que l'utilisation d'un quai dans le port de Santo Tomás, d'où serait exporté le nickel une fois extrait. Dans le même souffle, Inco fit du gouvernement militaire son actionnaire minoritaire pour s'assurer qu'il prenne à cœur le succès d'Exmibal (McFarlane, 1989). Le gouvernement endossa la décision et accepta l'octroi de ces privilèges sur la base de la croyance que l'entreprise consisterait en une source importante d'emplois et amènerait prospérité et développement au pays.

Avant de se lancer dans l'extraction à proprement parler, Inco voulait assurer une stabilité politique dans la région pour opérer en toute tranquillité. La compagnie considérait que cette tranquillité était altérée par la présence de la guérilla dans cette région. C'est pourquoi le colonel Carlos Manuel Arana Osorio se chargea de sécuriser la région en réalisant une « campagne de pacification » à la fin des années 1960. Cette campagne, qui lui valut le surnom de « boucher de Zacapa », fit entre 3000 et 6000 morts, dont la majorité était des paysans et non des guérilleros (CEH, 1999). La violence mortelle de cette opération militaire était doublée d'un important phénomène de dépossession territoriale : les paysans Mayas *q'eqchi'* furent expulsés de leurs terres, sans leur consentement ni aucun type de compensation, pour faire place aux installations d'Inco (Bradbury, 1985).

Bien qu'Inco n'ait pas appuyé sur la gâchette, il reste difficile de savoir si l'entreprise avait demandé au gouvernement que l'armée effectue ce nettoyage politique. Exposée à la vue de tous quand Inco fit du gouvernement un de ses actionnaires, l'alliance entre la compagnie et les gouvernements répressifs était pourtant explicite. Si en Indonésie, Inco était devenu presque un gouvernement substitut (Webster, 2009), il serait plus

juste de dire qu'à El Estor, les visées d'Inco et des militaires se sont rencontrées. Effectivement, ces derniers étaient considérés comme les garants du succès économique d'Exmibal comme l'affirmait un cadre d'Inco en 1973 : « The military will continue to rule in Guatemala for the foreseeable future. It is the only basis of stability, really » (Goff, 1979 : 156). Si la stabilité politique s'avérait essentielle pour que le projet Exmibal chemine bien, il lui fallait bien plus. Selon Jamie Swift, un activiste canadien s'opposant aux activités d'Inco, il lui fallait surtout un gouvernement autoritaire, prêt à accéder à ses demandes ou à faire fi de ses propres lois (Swift, 1977). Cela vient contraster avec l'idée que le Canada, à partir du gouvernement de Pierre Elliot Trudeau qui arriva pour la première fois au pouvoir en 1968, devint le champion des droits humains et du *peacekeeping*, idéaux qui sont à la base du mythe de "l'innocence" canadienne (Anzueto, 2014 ; Butler, 2015 ; Razack, 2004). Comme l'affirme Kim Richard Nossal, l'intérêt canadien pour les droits humains dépendait de la bonne conduite des opérations commerciales, qui restaient la priorité pour le gouvernement (Nossal, 1988).

Tous ces efforts ont permis à Inco de célébrer l'ouverture de la mine Niquegua de sa filiale Exmibal en 1977, faisant ainsi du Guatemala la « capitale du nickel », selon les tirages de la presse guatémaltèque. Lors de l'inauguration, pendant que William Taylor, le chargé d'affaires et chef de la mission canadienne, hissait l'unifolié dans le ciel, résonnait une fanfare militaire interprétant l'hymne national canadien. Exmibal était considéré comme un modèle d'investissement étranger en raison de son visage canadien qui représentait une diversification économique à côté des investissements traditionnels (Swift, 1977). Ce « nouvel acteur », bâtissait pourtant sa légitimité et son propre empire grâce à son association, héritée des temps impériaux, avec ces investissements traditionnels tout en cultivant le mythe de la bienveillance et du pacifisme canadiens.

L'inauguration de la mine est la première occasion où un représentant du gouvernement canadien manifeste officiellement le support étatique au projet Exmibal. Le gouvernement gardait un profil bas tout en appuyant financièrement le projet depuis quelques années (McFarlane, 1989). Durant les années 1970, le gouvernement de Trudeau avait accordé à Inco un prêt sans intérêt de 10 millions de dollars, ce qui attira des critiques qui accusaient le Canada de collaborer avec un régime répressif⁶. Ce support financier provenait des fonds gouvernementaux « d'aide au développement », ce qui brouillait les limites entre la recherche de profit, l'aide au développement et la politique étrangère (Dubinsky, Mills, Rutherford, 2016).

La raison de la présence d'Inco se révéla en 1981 lorsque Exmibal ferma ses portes face à la chute du prix du nickel. Au même moment, un changement d'attitude s'opéra à Ottawa, comme nous pouvons le constater dans un extrait d'une lettre confidentielle écrite en 1982 par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Allan J. MacEachen, adressée à Pierre Tanguay, l'ambassadeur du Canada au Guatemala :

⁶ Voir (La Presse, 1980 ; The Globe and Mail, 1980).

Bien que l'usine de Exmibal Inco ait été fermée en novembre 1981 pour une durée indéterminée [...] Le Canada a un intérêt politique et humanitaire dans la consolidation de la paix sociale et le respect des droits humains [...] la capacité du Canada à influencer les événements au Guatemala est limitée. Néanmoins, les programmes mis en œuvre devraient faciliter les contacts avec le régime et pourraient livrer des résultats productifs sur le long terme tout en facilitant les objectifs commerciaux canadiens dans l'un des pays économiquement les plus prometteurs de l'Amérique centrale (Anzueto, 2014 : 611).

Cela en dit long sur les années d'aide économique et d'appui au processus de paix dans les années qui allaient suivre : pour pouvoir opérer confortablement, les intérêts économiques avaient besoin de stabilité et de paix, au-delà des intempéries du marché du nickel. Or, nous avons déjà pu constater que la paix n'était pas une condition essentielle pour Inco. Toutefois, l'alliance avec les gouvernements militaires assurait une stabilité, nécessaire à la bonne conduite des opérations minières. Entre 1978 et 1983, le Guatemala connaissait les années les plus violentes de tout le conflit armé. C'est à ce moment-là que se déroula le génocide des Mayas et que certaines régions connurent une politique de la terre brûlée. La violence ayant atteint des sommets, la stabilité nécessaire à Exmibal était alors compromise.

4. S'opposer à Exmibal

À chaque cycle de violence et de dépossession territoriale correspond un cycle de résistance (Avancso, 2016 ; Grandia, 2009) et le projet Exmibal ne fut pas une exception. La violence employée n'a pas réussi à étouffer l'opposition au projet. Ses premiers détracteurs furent un groupe d'intellectuels de la faculté d'économie de l'Université de San Carlos de la capitale. Ils publièrent un rapport en 1969 qui documentait l'opposition croissante à Inco ainsi que ses « opérations sournoises et [des] pressions politiques [...] dans le but de prendre possession de cette richesse non-renouvelable » (Swift, 1977 : 77). Suite à sa publication, deux de ses auteurs furent assassinés et un troisième, qui survécut à une tentative d'assassinat, dut s'exiler face aux menaces continues. Le vice-président d'Inco commenta la situation : « Cela ne nous concerne pas, nous ne nous mêlons pas de politique » (Relations, mars 2010 : 12). Suite à quoi, Exmibal se lança dans une importante campagne de relations publiques pour redorer son image.

Les paysans mayas *q'eqchi'* déposés par Exmibal et d'autres propriétaires terriens refusèrent de se plier à la volonté de ceux-ci. Le 29 mai 1978, 800 paysans se réunirent à Panzós, un village voisin de la mine, pour réclamer la restitution de leurs terres. À la demande d'Exmibal, une trentaine de soldats se trouvaient sur place (CEH, 1999 ; Relations, 2010). Une centaine de personnes furent massacrées en l'espace de quelques minutes par l'armée guatémaltèque. Ce massacre fut considéré comme le prélude du génocide (Grandin, 2011), son horreur était un présage des années d'extrême violence à venir. Or, l'histoire a souvent passé sous silence le rôle d'Exmibal dans cette affaire, malgré la présence de représentants de la compagnie sur place au moment du massacre

– un effacement de la mémoire collective qui consiste en une forme de violence historique. Ce massacre fit la manchette des grands journaux de Londres, Paris et New York, mais aucune trace dans la presse canadienne (Relations, 2010).

Si la presse canadienne resta muette au sujet des événements de Panzós, d'autres observateurs canadiens présents sur le continent depuis le XIXe siècle, publièrent des pamphlets virulents au sujet des activités d'Inco. Les missionnaires catholiques canadiens au Guatemala, en grande majorité des Canadiens francophones, s'opposèrent vivement à la compagnie. Tout comme l'extraction minière, les missionnaires arrivèrent au Guatemala, dont la population est majoritairement autochtone, après un siècle de mission chez les autochtones de leur propre pays (Austin, Scott, 2005). Tout comme Inco, les missionnaires avaient foi en une certaine manière de « développer », d'aider les moins nantis : « Évangéliser, c'est développer » était leur mantra (Missions étrangères, mars-avril 1970 : 25).

Malgré ces similitudes, les missionnaires se positionnèrent en véritables pourfendeurs d'Inco, surtout après l'adhésion de l'Église catholique à la théologie de la libération. C'est à travers leur plume que se manifestait leur engagement - plusieurs articles dans leurs revues étaient dédiés à condamner les activités canadiennes au Guatemala. La revue *Vie ouvrière* affirmait que le Canada n'était pas aussi innocent qu'il voulait le laisser croire en raison de ses amitiés avec Inco et les gouvernements militaires. L'article critiquait fortement Inco qui « est bien connue pour la violence envers les paysans et les ouvriers "exigée" par la protection de ses intérêts » et qui se sert allégrement dans les fonds d'aide économique canadienne au tremblement de terre de 1976 (*Vie ouvrière*, 1981). Dans le même esprit, la revue *Relations* montre du doigt Inco pour affirmer que les Canadiens ne sont pas entièrement étrangers aux conflits sociaux qui sont la cause de la violence au Guatemala et qui rend possible la prospérité des Canadiens (*Relations*, septembre 1981). Un autre éditorial dans *Missions étrangères* affirme que « l'image pacifiste du Canada est fausse » parce que l'exploitation de nickel contribue à la production d'armes, et par conséquent promeut la militarisation (*Missions étrangères*, janvier-février 1982 : 14).

Cet engagement poussa même Raoul Léger, missionnaire laïc à joindre les rangs de la guérilla guatémaltèque (Demers, 2014). Pendant ce temps au Canada anglais, certaines églises évangéliques collaboraient avec le général Efraín Ríos Montt, chef d'État de 1982 à 1983 et jugé responsable d'actes de génocide, qui utilisait la foi évangélique comme une arme contre-insurrectionnelle (Dubinsky, Mills, Rutherford, 2016). Parallèlement au vent indépendantiste qui soufflait au Québec, le Guatemala était un autre fossé qui divisait les Canadiens français et les Canadiens anglais.

Conclusion

Entremêlée aux dynamiques de colonialisme interne du Guatemala (Guzman Böckler, 1972), la présence d'Inco en sol guatémaltèque n'est pas une histoire isolée : les compagnies Falconbridge en République dominicaine et Noranda Mining au Nicaragua et au Chili étaient elles aussi des manifestations d'un ordre politico-économique international bien plus grand. Le conflit armé interne qu'a connu le Guatemala se termina en 1996 avec la signature des Accords de paix, une paix signée pour offrir une stabilité politique dans le but d'ouvrir le pays au néolibéralisme (Gordon, Webber, 2016). Ce contexte a permis à Inco de reprendre sa place à El Estor sous le nom de Skye Resources, puis HudBay Minerals. Le retour à la stabilité et à la paix lui aura donc permis de retourner au Guatemala, comme l'avait jadis souhaité Allan J. MacEachen. Également présentes en Afrique et en Asie, les trois quarts des compagnies minières du monde ont leur siège social au Canada et cette industrie est la présence canadienne à l'étranger la plus importante et la plus controversée (Gordon, 2010).

Nous avons démontré en quoi la présence d'Inco au Guatemala, de 1956 à 1981, consiste en une forme d'impérialisme. En s'intéressant aux antécédents de l'intervention canadienne dans la région centraméricaine, la nature des activités de la compagnie, la complicité d'Ottawa ainsi que la résistance des missionnaires et de la population locale, nous avons tenté de débroussailler un pan peu connu des histoires respectives et communes du Canada et du Guatemala. La rencontre entre les intérêts oligarchiques guatémaltèques ainsi que les intérêts économiques et impériaux canadiens nous éclaire sur l'interdépendance et les relations globales de pouvoir entre le Nord et le Sud global. C'est du moins ce dont nous avons voulu rendre compte dans le présent article.

La rareté des voix mayas dans les sources de l'époque nous empêche de connaître ce que l'affaire Inco a représenté pour eux. Néanmoins, les voix d'aujourd'hui peuvent nous aider à mieux comprendre comment les affectent la dépossession territoriale et la violence. « Ce mot, qui a signifié exploitation, oppression et destruction, ce mot "développement" n'existe pas pour nos communautés », disait Lolita Chávez, une Maya quiché qui s'opposait à un projet d'exploitation minière dans sa région en 2011. Elle poursuit : « les multinationales, en complicité avec le gouvernement et l'armée, ont violenté notre identité et notre relation cosmique avec la nature » (Sanz, López, 2011). Elle explique que les projets extractifs et le type de développement qu'on a voulu leur imposer sont une atteinte directe à la vie, à l'identité et la conception du monde maya. Quant à Floridalma Pérez González, une Maya mam, qui s'est opposée au projet de la Mine Marlin de la compagnie minière canadienne GoldCorp, réitère : « Il n'y a pas de respect pour les populations autochtones, ils nous passent par-dessus et ils continuent de nous envahir [...] Des États-Unis, nous nous attendons à tout, mais je ne savais pas que le Canada était aussi un pays assassin » (Sandig, Black, 2011). À ses yeux, les activités du Canada au Guatemala s'inscrivent dans des dynamiques coloniales de longue durée, des conquistadors espagnols à l'exploitation bananière de la United Fruit Company.

Si l'idée d'une histoire commune entre le Canada et le Guatemala peut surprendre, il existe pourtant des liens non négligeables entre ces pays, au-delà d'Inco et de ses successeurs. Les deux pays ont été la scène d'un génocide de leur population autochtone, officiellement reconnu par des commissions de vérité et réconciliation. Et c'est sur la base de la dépossession et de la violence envers la population autochtone au Canada, que les entrepreneurs canadiens ont bâti leur expérience et leur prospérité pour exporter ces pratiques dans le Sud global.

Bibliographie

- INICIATIVA PARA LA MEMORIA HISTÓRICA (IMH) (2013), *El camino de las palabras: esta historia yo sí la entiendo, porque es la historia que yo viví*, Ciudad Guatemala, Magna Carta Editores.
- ANZUETO M. (2014), « Instrumentalisation des droits humains en politique étrangère canadienne ? Le crépuscule de l'internationalisme et l'émergence du néoconservatisme au Guatemala », *Études internationales*, vol. 45, n° 4, p. 601-624.
- ARMSTRONG C., NELLES H. V. (1998), *Southern Exposure: Canadian Promoters in Latin America and the Caribbean*, Toronto, University of Toronto Press.
- AUSTIN A., SCOTT J. S. (2005), *Canadian Missionaries and Indigenous Peoples: Representing Religion at Home and Abroad*, Toronto, University of Toronto Press.
- AVANCSO (2016), *Despojos y resistencias : una mirada a la Región Extractiva Norte desde Tezulutlán-Verapaz*, Ciudad de Guatemala, AVANCSO.
- BAKER A. J. (2009), « The Contemporary Reality of Canadian Imperialism: Settler Colonialism and the Hybrid Colonial State », *The American Indian Quarterly*, vol. 33, n° 3, p. 325-351.
- BRADBURY J. H. (1985), « International Movements and Crises in Resource Oriented Companies: The Case of Inco in the Nickel Sector », *Economic Geography*, vol. 61, n° 2, p. 129-143.
- BUTLER P. (2015), *Colonial Extractions: Race and Canadian Mining in Contemporary Africa*, Toronto, University of Toronto Press.
- CAMACHO C. (2003), *Guía para la investigación de los conflictos sobre la tierra y el territorio*, Ciudad de Guatemala, Flacso, Minugua, Contierra.
- CASAÚS ARZÚ M.E. (2007), *Guatemala: linaje y racismo*, Guatemala, F&E Editores.
- COMISIÓN DE ESCLARECIMIENTO HISTÓRICO (1999), *Guatemala: Memoria del Silencio*, En ligne, consulté le 15 juillet 2017. URL :

- <http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/descargas/guatemala-memoria-silencio/guatemala-memoria-del-silencio.pdf>.
- DEMERS M. (2014), « Maurice Lefebvre et Raoul Léger: les dangers de la prise de parole en Amérique latine durant la guerre froide » in M. Demers, P. Dramé (dir.), *Le Tiers-Monde post-colonial*, Montréal, PUM, p. 175-197.
- DUBINSKY K., MILLS S., RUTHERFORD S. (dir.) (2016), *Canada and the Third World: Overlapping Histories*, Toronto, University of Toronto Press.
- GOFF F. (1979), « Exmibal : Llévate otro níquel » in S. Jonas, D. Tobis (dir.), *Guatemala : una historia inmediata*, México, Siglo Veintiuno Editores, p. 232-261.
- GORDON T. (2010), *Imperialist Canada*, Winnipeg, Arbeiter.
- GORDON T., Webber J. (2016), *Blood of Extraction: Canadian Imperialism in Latin America*, Halifax, Winnipeg, Fernwood Publishing.
- GRANDIA L. (2009), *Tz'aptz'ooqeb : el despojo recurrente al pueblo q'eqchi'*, Ciudad Guatemala, AVANCSO.
- GRANDIN G. (2011), *The Last Colonial Massacre: Latin America in the Cold War*, Chicago, University of Chicago Press.
- GUZMAN BÖCKLER C. (1972), *Guatemala: una interpretación histórico-social*, México, Madrid, Buenos Aires, Siglo Veintiuno.
- HARVEY D. (2003), « The “New” Imperialism: Accumulation By Dispossession » in L. Panitch, C. Leys (dir.), *Socialist Register*, Halifax, Fernwood, p. 63-88.
- LA PRESSE, 26 novembre 1969, p. 133.
- LA PRESSE, 18 octobre 1980, p. 18.
- LATIN AMERICA AND CARIBBEAN, *Inside Report*, novembre 1977, vol. 2, n° 2.
- MARTÍNEZ PALÁEZ S. (2010), *La patria del criollo: An Interpretation of Colonial Guatemala*, Durham and London, Duke University Press.
- McFARLANE P. (1989), *Northern Shadows: Canadians and Central America*, Toronto, Between the Lines.
- MISSIONS ÉTRANGÈRES, mars-avril 1970, p. 25.
- MISSIONS ÉTRANGÈRES, janvier-février 1982, p. 14.
- NOSSAL K. R. (1988), « Cabin'd, Cribb'd, Confin'd ? Canada's Interests in Human Rights » in R. Matthews, C. Pratt (dir.), *Human Rights in Canadian Foreign Policy*, Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 1988, p. 46-58.

- PRICE J. (2014), *Orienting Canada : Race, Empire and the Transpacific*, Vancouver, UBC Press.
- RAZACK S. (2004), *Dark Threats and White Knights: the Somalia Affair, Peacekeeping and the New Imperialism*, Toronto, University of Toronto Press.
- RELATIONS, vol. 41, n° 473, septembre 1981, p. 227.
- RELATIONS, n° 739, mars 2010, p. 12-14.
- SANDIG F., BLACK E. (2011), *Corazón del cielo, Corazón de la tierra*, En ligne, consulté le 10 avril 2017, <http://www.heart-of-sky.com/es/enlaces>.
- SANZ J. L., LÓPEZ J. (2011), *La semilla y la piedra*, En ligne, consulté le 10 avril 2017, <https://vimeo.com/70703529>.
- STUDNICKI-GIZBERT D. (2016), « Canadian mining in Latin America (1990 to present): a Provisional History », *Revue canadienne des études latinoaméricaines et caraïbes*, vol. 41, n° 1, p. 95-113.
- SWIFT J. (1977), *The Big Nickel: Inco at home and abroad*, Kitchener, *Between the Lines*.
- THE GLOBE AND MAIL, 15 juillet 1980, p. 7.
- VIE OUVRIÈRE, vol. 23, n° 158, décembre 1981, p. 25.